



Jehan Moreau (directeur de la Fnil), Olivier Picot (président de la Fnil) et Gérard Calbrix (économiste à l'Atla, Association de la transformation laitière française). © M. Bressand/GFA

Avec cette phrase, Olivier Picot, le directeur de la Fédération nationale des industriels laitiers (Fnil), a de quoi faire grincer les dents des éleveurs.

« Il n'y a pas eu de crise », a lâché, sans prendre de pincettes, Olivier Picot, le directeur de la Fédération nationale de l'industrie laitière privée (Fnil), lors d'une conférence de presse, le 7 décembre. Il rejette le terme de « crise » au sens strict, et lui préfère celui, moins accessible, de « momentum liés à la volatilité ». De façon simplifiée, il semble vouloir dire qu'une crise qui n'est pas exceptionnelle n'est pas une crise, mais un « bas de cycle ».

Bilan de « bas de cycle »

« Nous n'avions jamais connu un bas de cycle aussi long », observe tout de même Gérard Calbrix, économiste de l'Association de la transformation laitière (Atla) : chute des cours du beurre à 2 400 €/t, à 1 800 €/t pour le gouda et à 1 650 €/t pour la poudre de lait écrémé. Mais le retournement des marchés est enfin arrivé. « Depuis juin, la collecte diminue et le recul s'accélère de mois en mois. Cela devrait encore être vrai en décembre, prévoit Gérard Calbrix. Le prix des commodités augmente considérablement, tiré par la demande soutenue en matière grasse. »

Le flou sur les prévisions

À la question « quand est-ce que les prix repartiront à la hausse pour les producteurs ? », Gérard Calbrix ne donne pas de réponse précise. « L'évolution du marché se fera en fonction de celle de la collecte. Dans le nord de l'Allemagne, les industriels disent que la production va repartir à la hausse. Ici en France, j'ai le sentiment que la collecte ne va pas reprendre avant le début de l'été », détaille-t-il.

Le prix dépendra aussi des résultats des négociations commerciales en cours avec la distribution. Olivier Picot s'inquiète de la capacité des industriels à répercuter les hausses, alors que « les prix de vente sortie usine des produits laitiers de grande consommation continuent de baisser » en France, et dénonce une nouvelle fois la loi LME. Pour dynamiser le marché, l'espoir pourrait venir de la Chine, qui « à long terme importera de plus en plus », selon l'économiste de la Fnil. Mais attention aux faux espoirs.

M.B.